

CONSEQUENCES DE LA CRISE INTERNATIONALE SUR LES ECONOMIES MAGHREBINES : LE CAS DE L'ALGERIE.

**MERNACHE AMINA
CENTRE DE RECHERCHES COMMUNAUTAIRES ET DE DOCUMENTATION
EUROPEENNE (CERCO – CDE), UNIVERSITE DE PARIS 12.**

Résumé :

Le monde est en proie à de sévères bouleversements économiques dus aux effets de la crise financière. En raison de la mondialisation, tous les pays ont subi d'une manière directe ou indirecte les suites de cette crise. L'Algérie a subi à l'image de la majorité des pays en développement, les conséquences de l'après crise. Par l'analyse de la structure de l'économie, des répercussions de la crise internationale sur les pays industrialisés, des conséquences sur les exportations des hydrocarbures, nous pourrons cerner les canaux de transmission de l'impact de la crise financière sur l'économie algérienne.

MOTS-CLES : Crise internationale- Algérie- Rente pétrolière- Développement- Politique économique.

Abstract :

The world is in the grip of strict economic confusion owed to the spread of the effects of financial crisis. Owing to globalization, all countries are subjected in a direct or indirect way to the suites of this crisis. Algeria will be subjected like the majority of the developing countries, the consequences of the after crisis. By the analysis of the Algerian economic structure, repercussions of international crisis on industrial countries, consequences to the exports of hydrocarbons, we shall be able to surround the channels of transmission of the impact of financial crisis on Algerian economy.

KEY WORDS: International Crisis- Algeria- Oil incomes- Development- Political economic.

Introduction :

Le monde est en proie à la plus sévère crise économique qu'il a connu depuis les années trente qui a paralysé le système financier international. Une crise poly-sectorielle : les industries sont rentrées en berne, les exportations des services et de marchandises sont en décadence, la machine du commerce international est grippée. L'économie du marché est dans un état lugubre, le capitalisme est en panne, les perspectives sont pour le moins, inquiétantes.

En raison de la mondialisation, cette crise n'épargne personne. Elle affecte les pays riches comme les pays pauvres. L'Algérie qui a affiché une croissance de 2,4% en 2008, semble en mesure de supporter les conséquences de la crise financière internationale. Le paiement de la dette par anticipation et la constitution d'un fond de réserves, l'explosion des prix des hydrocarbures, tout cela permet au pays d'être en bonne posture pour amortir à court terme les effets de la crise.

Cependant, l'Algérie qui récolte près de 98% de ses recettes à l'exportation de la vente des hydrocarbures, ne peut être épargnée éternellement des effets de cette crise, surtout, si cette dernière perdure. En effet, le pays peut être touché par la crise à travers divers facteurs tous liés aux exportations des hydrocarbures. La diminution des exportations, résultat du ralentissement de la demande mondiale en énergie, de la volonté d'établir des cours planchers, de la dépréciation du dollar qui menace la valeur des exportations ou des grandes incertitudes concernant les prix du marché international du pétrole, sont des éléments qui amplifient les risques de voir l'économie indirectement touchée et sévèrement atteinte par les suites de la crise financière à long terme.

Une analyse de la structure de l'économie, de l'impact de la crise internationale sur les pays industrialisés (les plus grands consommateurs des hydrocarbures) et ses conséquences sur les exportations algériennes des hydrocarbures et l'évolution de la balance des paiements, permettent de cerner les canaux de transmission de l'impact de la crise financière sur l'économie algérienne.

1. L'avènement de la crise et le nouveau contexte économique international

L'environnement économique international s'est caractérisé, au cours de l'année 2008, par la propagation des effets de la crise financière dont l'origine est la crise des *subprimes* aux Etats-Unis¹. Cette situation a induit de graves turbulences sur les marchés capitalistes planétaires, causant des perturbations financières mondiales, d'importantes pertes pour les banques internationales, une réapparition des tensions inflationnistes à l'échelle universelle et une profonde récession des économies de pays développés.

La crise a pris ses sources du secteur immobilier aux Etats-Unis et s'est transformée en crise financière internationale dont l'impact s'est étendu à l'économie réelle. Elle a débuté avec l'annonce de la banque d'affaires et d'investissement « *Bear Stearns* » à ses clients que la gestion alternative (*Hedge funds*) connaît quelques difficultés liées à l'effondrement du secteur immobilier. Un événement considéré par plusieurs investisseurs comme une reconnaissance d'échec qui a créé un climat de panique et de perte de confiance qui s'est très vite propagé, pour toucher ensuite la fameuse banque « *Lehman Brothers* » qui a déclaré sa faillite. Ensuite, c'est autour de la prestigieuse « *Merrill Lynch* » de se faire racheter par la Bank of America pour un montant de 50 milliards de \$, suivie par la « *Morgan Stanley*² ». Ces troubles ont poussé l'Etat américain à intervenir afin de limiter la catastrophe et protéger ses deux plus grandes banques on leur proposant un statut de holding bancaire afin de bénéficier de mesure de soutien direct. Quelques semaines après, la crise a atteint d'autres pays. L'Europe, l'Asie du Sud, le Japon, l'Australie, tout l'hémisphère industrialisé est affecté.

L'ampleur de la crise est telle que, outre les gigantesques injections de liquidité des banques centrales qui ont ajusté leurs cadres opérationnels, les interventions publiques maintiennent le financement et les fonds propres des banques en les soutenant par la recapitalisation afin qu'elles évitent la faillite et puissent elles-mêmes financer correctement l'économie.

¹ La crise financière internationale s'est d'abord manifestée comme une crise de liquidité sur les marchés monétaires dans les pays développés dès août 2007. La persistance de ces tensions a conduit au problème majeur qui est le resserrement du crédit. De plus, l'absence de liquidité des marchés a provoqué un renchérissement des coûts de financement, dans un contexte d'aversion au risque des actifs peu sûrs. Cette crise est apparue aussi comme une crise de la titrisation qui s'est manifestée par l'apparition et la montée des créances non performantes, notamment les défauts sur les crédits subprimes. Ainsi, la succession de dépréciations d'actifs et des pertes subies érodait la solvabilité des institutions financières.

² Le système bancaire américain n'avait connu aucune faillite en 2005 et 2006, trois en 2007 et 25 en 2008. Voici la liste des dix plus grandes banques de dépôts américaines ayant fait faillite depuis le début de l'année, classées par la taille de leurs actifs : New Frontier Bank, County Bank, Alliance Bank, Omni National Bank, 1st Centennial Bank, Teambank, Riverside Bank of the Gulf Coast, Cape Fear Bank, Bank of Clark County, National Bank of Commerce.

Conséquence, les États ont intervenu pour soutenir la solvabilité et la solidité des banques dont certaines sont passées par un processus de restructuration, à ce stade d'intensification de la crise financière et dans ce contexte d'incertitude, les inquiétudes face au manque de liquidités quant aux montants nécessaires pour financer les actifs futurs des banques restent cruciaux³.

C'est dans un tel contexte de crise financière grave accompagnée d'un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale que l'année 2008 s'est caractérisée par la résurgence de l'inflation mondiale, sous l'effet des niveaux des prix des produits alimentaires et de l'énergie historiquement élevés. Ainsi, le taux d'inflation aux États-Unis a atteint les 5% en glissement, de juin 2007 à juin 2008. Le même phénomène est constaté dans la zone euro. Le taux d'inflation a abouti à 4% en fin juin 2008, soit le double de son niveau de juin 2007.

En raison de la mondialisation, tous les pays subissent d'une manière directe ou indirecte les suites de cette crise. Les pays riches, les pays émergents, les pays en développement, chacun a sa part du cataclysme du système libéral. Même si l'Algérie ne fait pas partie du peloton touché par la crise internationale, néanmoins, elle subit comme le reste, les conséquences de l'après la crise.

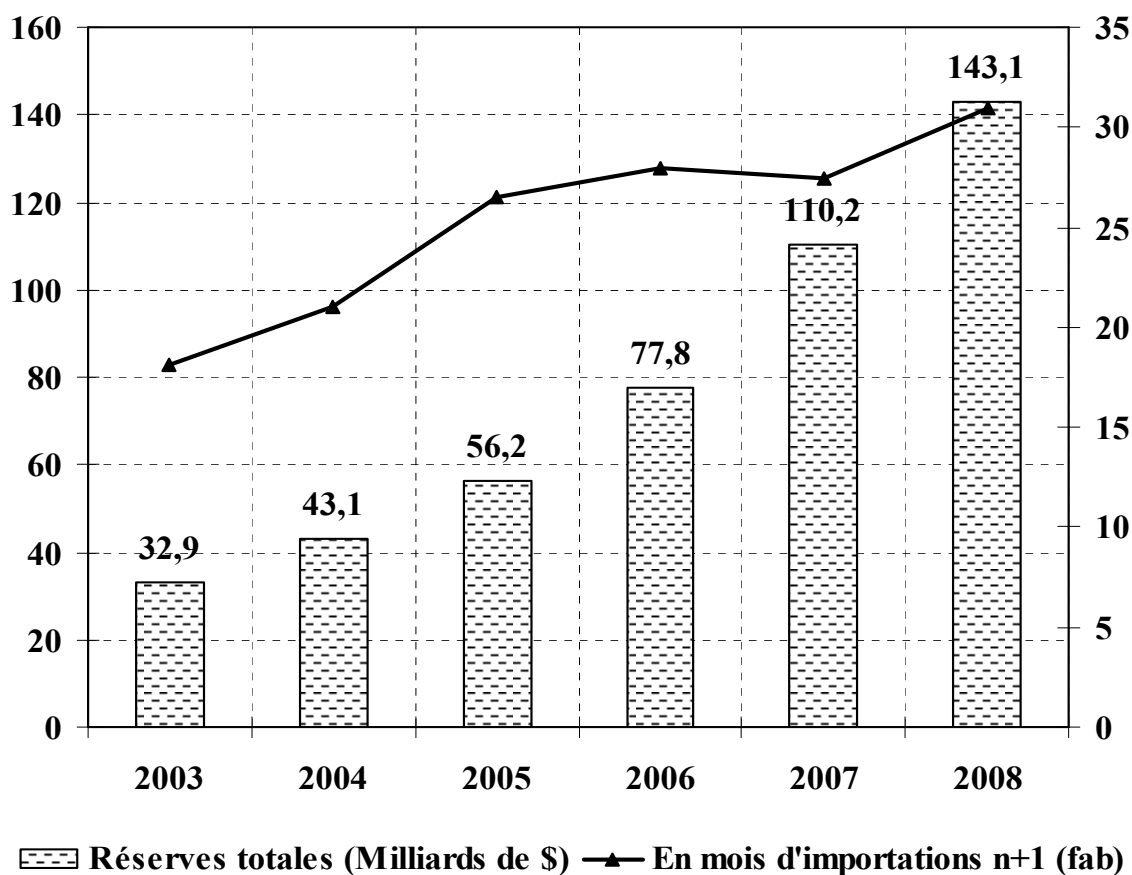
2. Aperçu synthétique de l'économie algérienne et son état des lieux en 2008 :

Sur fond de retour de l'activité économique, l'année 2008 a été plutôt faste pour l'Algérie qui a connu des signes favorables pour ses principaux équilibres macro-économiques et financiers. En 2008, le Produit Intérieur Brut (PIB), en volume, a connu un taux de croissance de 2,4%. Sa valeur (en terme nominal) passe de 135,3 milliards de \$ à plus de 162,9 milliards de \$, aboutissant à un PIB par habitant de près de 4 681 \$ par an.

Avec près de 80 milliards de \$ d'exportations (79,139 milliards de \$), l'Algérie a réalisé un excédent commercial de 39,983 milliards de \$, contre 32,898 milliards de \$ en 2007, soit une augmentation de 21,53% de la balance commerciale et 30,48% d'exportations en valeur. Les réserves de change qui avaient franchi la barre des 110 milliards de \$ en 2007 (110,2 milliards en fin d'année) s'établissaient en fin 2008 à 143,1 milliards de \$, soit une augmentation de près d'un tiers (29,85%) par rapport aux douze derniers mois.

³ La dégradation des conditions de crédit a amené le Fonds Monétaire International à revoir à la hausse, en janvier 2009, les estimations de risques de dépréciations des actifs de crédit, issus des États-Unis, détenus par les banques de 2200 milliards de \$ contre 1400 milliards de \$ selon l'estimation d'octobre 2008.

Graphique (01) : Evolution des réserves de change et couverture en mois d'importation



Source : Fond Monétaire International.

L'évolution des réserves de change à ce rythme représente une couverture d'importations de plus de deux ans et demi après avoir été d'un an et demi seulement en 2003, comme nous pouvons le constater à travers le tableau suivant :

Tableau (01) : Couverture des réserves de change en mois d'importation.

| Indicateurs | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| En mois d'importations n+1 (FAB) | 18,1 | 21,0 | 26,5 | 28,0 | 27,4 | 31,0 |

Source : Fond Monétaire International.

La balance des paiements a enregistré en 2008, un excédent global de 37 milliards de \$, contre 29,6 milliards de \$ en 2007. Le solde de compte courant s'est établi en 2008 à 35,2 milliards de \$. Le niveau de la fiscalité pétrolière budgétisée est passé de 14,296 milliards \$ à

26,391 milliards de \$ entre la loi des finances initiale 2008 (LFI 08) et la loi des finances complémentaire 2008 (LFC 08), soit une progression de 76,8%, sous l'effet de la révision à la hausse du prix de référence fiscal du baril de pétrole brut qui est passé de 19 \$/baril à 37 \$/baril.

Par ailleurs, les disponibilités du fond de régulation des recettes (FRR)⁴ ont atteint, au 31 décembre 2008, un montant de 65,847 milliards de \$. Une richesse conjoncturelle qui est le produit conjugué de l'accroissement des exportations et l'augmentation des prix des hydrocarbures.

A travers ce qui suit, nous allons constater que l'économie algérienne ne peut subsister sans le secteur des hydrocarbures. Les projets, les plans, les prévisions, le financement de budget, les décisions, les importations et même l'alimentation et les médicaments, sont paramétrés par les ressources des hydrocarbures.

2.1. Le secteur des hydrocarbures

Le secteur des hydrocarbures est par excellence le pilier de l'économie algérienne. Il représente à lui seul près de la moitié du PIB. Son apport au PIB en 2008 a atteint près de 50% et sa contribution en valeur ajoutée avoisinait les 77 milliards de \$.

L'aisance financière que connaît l'Algérie aujourd'hui est exclusivement l'œuvre de ce secteur. Elle est strictement liée à deux facteurs essentiels : l'envolée des cours des hydrocarbures et l'augmentation des volumes d'exportations depuis 2002. Les hydrocarbures représentent la majorité des exportations des biens et de marchandises. Elles restent également la source principale des ressources en devises. 77,246 milliards de \$ des 79,139 milliards de \$ des exportations de marchandises provient des hydrocarbures, soit, plus de 97,6% de la valeur des exportations en 2008.

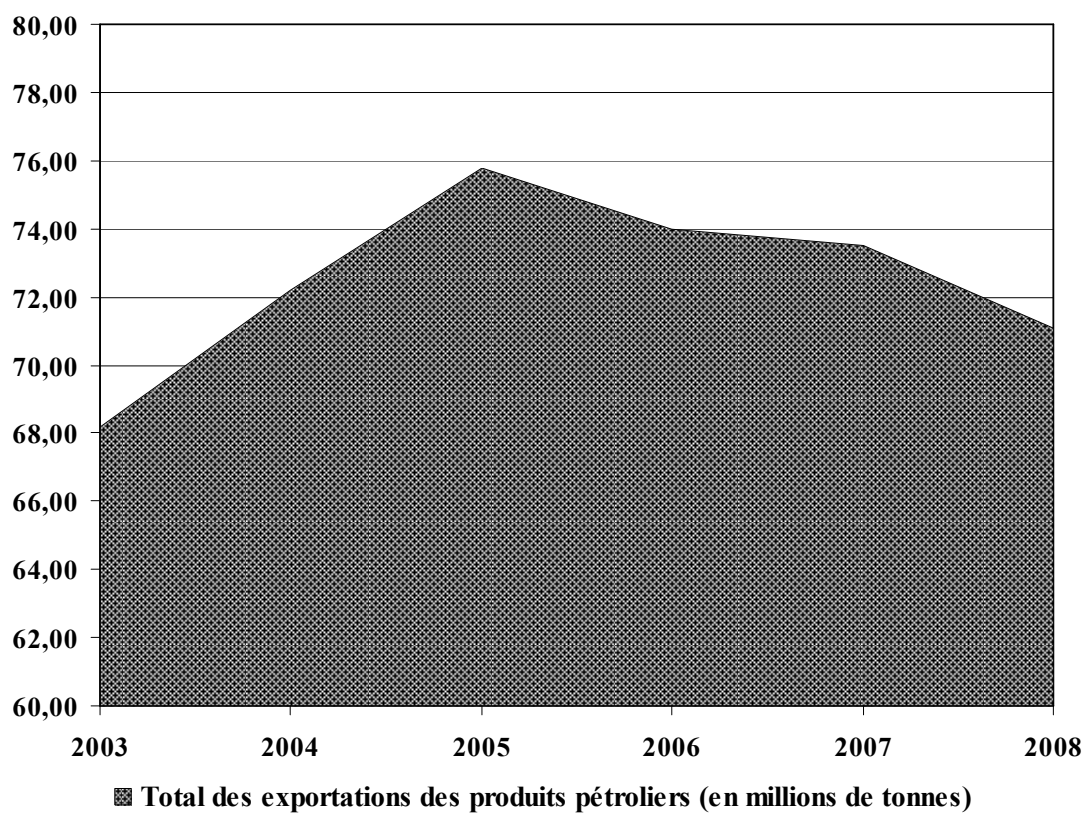
Les exportations d'hydrocarbures ont connu une augmentation de plus de 30,5% en valeur par rapport à l'année 2007, grâce à l'accroissement du prix du baril de pétrole qui a connu une augmentation de plus d'un tiers par rapport à son prix en 2007, où il se situait à 74,4 \$ le baril pour atteindre les 99,1 \$ en moyenne, et cela, malgré la baisse de la production du secteur qui

⁴ Qui constituent le réceptacle du différentiel entre le produit de la fiscalité pétrolière recouvré et le produit de la fiscalité pétrolière budgétisé.

a enregistré un recul de 3,3% en un an. En effet, le secteur des hydrocarbures en 2008 a enregistré pour la troisième année de suite, une baisse en volume de sa production a : - 2,3% en 2008, - 0,9% en 2007 et - 2,5% en 2006. Cette diminution est due essentiellement au recul de la production du pétrole brut de - 4%. Ceci a induit un repli de volume des exportations qui a connu une baisse de 3,3% entre 2007 et 2008 comme nous le constatons à travers le graphique (2).

La production primaire d'hydrocarbures pour l'année 2007 s'est élevée à 233,3 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP). Le bilan par produits fait ressortir les productions de 63,8 millions de tonnes de pétrole brut, 152,8 milliards m³ de gaz naturel, 13,7 millions de tonnes de condensat, 8,6 millions de tonnes de GPL et 40 millions de m³ de GNL (d'après les statistiques de la SONATRACH, rapport annuel d'activité, année 2007). Les productions et les exportations du gaz naturel ont enregistré quant à elles une quasi-stagnation comme nous le constatons à travers le graphique (03).

Graphique (02) : Evolution des exportations des produits pétroliers.



Graphique (03) : Evolution des productions et des exportations du gaz naturel.



Source : Fond Monétaire International.

C'est en partant de ce postulat que l'Etat s'est basé afin de dresser ses prévisions budgétaires pour l'année 2009, dernière année du programme complémentaire de soutien à la croissance et des programmes Sud et Hauts Plateaux qui ont débuté en 2005.

La loi des finances 2009 (LF2009) s'est élaborée sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole à 37 \$ ainsi qu'une stabilisation des exportations des hydrocarbures au même niveau qu'en 2008, ce qui devrait générer des recettes à l'exportation aux alentours de 80 milliards de \$.

Ce niveau d'exportation est calculé sur la base d'un prix moyen de 100 \$/baril de brut en 2009 et une élévation de niveau des exportations de 1,5% en volume. Par ailleurs, la loi des finances table ses prévisions sur un taux de croissance global de 4,1% et de 6,6% hors hydrocarbures. Cette dernière sera tirée principalement par la croissance des valeurs ajoutées des secteurs du BTPH et des services. La LF 2009 prévoit également, un taux de change de 65 dinars pour un dollar et une variation de 3,5% de l'indice général des prix à la consommation.

La LF 2009 projette des rentrées budgétaires de 42,870 milliards \$ (42,508 milliards \$ en 2008) dont 25,053 milliards de \$ de fiscalité pétrolière (26,391 milliards \$ dans la LFC 2008). Elle prévoit des recettes fiscales (produits des contributions directes, produits de l'enregistrement, produits des impôts divers sur les affaires, des douanes) à hauteur de 14,169 milliards de \$ (13,055 milliards de \$ en 2008). Les revenus ordinaires (revenus des domaines, produits divers du budget, recettes d'ordre) s'élèveraient d'après les prévisions à 1,332 milliards de \$ pour l'exercice prochain (contre 1,054 milliards de \$ en 2008).

Même si ces chiffres indiquent une certaine santé financière⁵ et une renaissance de l'économie après l'application du PAS en 1994, néanmoins, l'économie ne renoue toujours pas avec la croissance.

2.2. Le secteur agricole :

La situation du secteur agricole est toujours inquiétante. Malgré une relative amélioration des indices globaux, l'activité demeure déficitaire est loin de satisfaire la demande locale même si sa contribution au PIB est en croissance (11,086 milliards de \$ en 2008 contre 10,152 milliards de \$ en 2007) comme nous le constatons à travers le tableau (02). (cf. graphique 07).

Tableau (02) : Contribution sectorielle de l'agriculture dans le PIB à prix courants.

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|-------|-------|-------|-------|--------|--------|
| Contribution de l'agriculture au PIB | 6,660 | 8,032 | 7,901 | 8,805 | 10,153 | 11,087 |
| Part de l'agriculture dans le PIB | 9,80% | 9,40% | 7,70% | 7,60% | 7,60% | 6,50% |

Source : Fond Monétaire International.

L'analyse de la situation du secteur indique qu'il est toujours sujet à d'interminables restructurations et de réaménagements infinis, perpétuant ainsi l'altération d'un secteur déjà sinistré, loin d'assurer son activité productive. L'étude des niveaux de production ainsi que l'examen de la balance commerciale agricole ne peuvent que confirmer cela. Il est confronté depuis l'indépendance à une multitude de problèmes de tout ordre : techniques, financiers et

⁵ Cette aisance financière qui n'est certainement pas durable puisqu'elle c'est la conséquence de la volatilité des prix du pétrole. Les données statistiques indiquent que la baisse du prix de pétrole à 50 \$ en moyenne en fait perdre près de 17 milliards de \$ entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009.

humains. Ce secteur, qui a contribué fortement à la croissance économique dans le passé, en matière de production et en matière d'absorption de la main-d'œuvre, n'assure aujourd'hui que partiellement la couverture des besoins en produits alimentaires de base comme nous constatons à travers le tableau (3) :

Tableau (03) : Taux de couverture de la production nationale par rapport à la demande :

| Produit | Blé | Légumes secs | Pomme de terre | Viande rouge et blanche | Lait |
|-------------------|------------|---------------------|-----------------------|--------------------------------|-------------|
| Taux moyen | 24,0% | 12,9% | 61,7% | 88,2% | 47,4% |

Source : D'après nos propres calculs à partir des différentes statistiques.

En 2008, la production agricole a enregistré une baisse en volume de près de 5,3% par rapport à celle de 2007. Cette baisse est conséquente d'un recul de la production végétale de l'ordre de 10% due à une réduction importante des niveaux de production céréalière de l'ordre de 60% (de 40,2 millions de quintaux en moyenne pour la période de 2003-2007 à 17 millions en 2008) et près de 18% de légumes secs par rapport à la même période (MADR). Cette situation a obligé l'Etat à se tourner vers les importations afin de combler le déficit. Ainsi, les importations alimentaires algériennes ont connu un accroissement en volume de l'ordre de 5,7% par rapport à l'année 2007, notamment celles des céréales et des produits laitiers (augmentation de 21,71% pour les produits laitiers, 100,55% pour les céréales). Elles ont atteint les 7,716 milliards de \$ durant l'année 2008 dont 3,967 milliards de \$ pour les céréales et 1,295 milliards de \$ pour les produits laitiers.

2. 3. Le secteur industriel (hors hydrocarbures)

Malgré un taux de croissance de l'ordre de 4,3% qui a caractérisé la production du secteur industriel hors hydrocarbures en 2008, néanmoins, sa contribution à la formation du produit intérieur brut demeure très marginale⁶. Une des raisons essentielles à cette décadence est le sous-investissement qui a marqué le secteur depuis une trentaine d'années, contrairement à la

⁶ La Tunisie est le premier exportateur industriel en valeur absolue en Afrique. Le textile, l'agroalimentaire représente plus que la moitié de la production. Les industries mécaniques et électriques se multiplient d'une année à l'autre. Les échanges commerciaux de la Tunisie connaissent une forte progression, +21,8% à l'exportation et +23,7% à l'importation entre 2007 et 2008 ; la filière mécanique, électrique et électronique occupe une place croissante dans ces échanges. Il va du même au Maroc, où les industries des différentes branches manufacturière, de textile (42% de l'emploi et 34% du secteur manufacturier), de l'agroalimentaire, de l'industrie navale, pharmaceutique et automobile et même aéronautique.

période post-indépendance qui s'est caractérisée par des investissements gigantesques dans le secteur industriel.

Tableau (04) : Indice général de la production industrielle hors hydrocarbures (1989=100)

| Année | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice (base 1989=100) | 73,8 | 73,8 | 74,6 | 74,4 | 72 |

Source : Fond Monétaire International.

Sa part du PIB chute de 5% en 2007 à 4,39% du PIB en 2008, mais représente une augmentation en valeur d'un peu moins de 310 millions de \$ en valeur nominale. Cet accroissement est le fruit d'une augmentation dans le secteur de l'énergie, des mines, de la chimie et de l'industrie agroalimentaire, malgré une baisse dans les secteurs des matériaux de construction, des textiles, du cuir et du bois comme nous constatons à travers le tableau (05).

Tableau (05) : Taux de croissance dans les secteurs industriels hors hydrocarbures.

| Bois | Chimie | Cuir | Énergie | Mines et carrières | IAA | Textiles |
|---------|--------|--------|---------|--------------------|-------|----------|
| -11,90% | 2,50% | -1,20% | 7,90% | 9,80% | 6,80% | -1,10% |

Source : Ministère des finances 2009.

Malgré un fort taux d'investissement et l'accroissement de la dépense publique mobilisée pour la réalisation des grands projets dans l'infrastructure et l'accomplissement du programme de soutien à la croissance (PCSC), et bien que d'autres secteurs que celui des hydrocarbures ont réalisés des taux de croissance positifs : BTP +9,8%, services +7,8% par rapport à 2007, néanmoins, le secteur ne génère plus d'emploi et le taux de chômage dans le pays reste élevé dans le pays, notamment au milieu des jeunes. Les statistiques du FMI montrent qu'ils étaient plus de 1 245 000 à être en chômage en 2008, soit près de 12% de la population active. Les prévisions de l'année 2009 tablent sur un taux de chômage plus important à hauteur de 13,3%.

A cela s'ajoute un taux d'inflation qui a connu en 2008 le niveau le plus élevé depuis le début de cette décennie (6,1% au premier trimestre 2009). Il s'établit à 4,4% en moyenne en fin de

2008, en hausse d'un point par rapport à fin 2007. L'augmentation de variation des indices des prix à la consommation est due essentiellement à l'accroissement des prix des produits alimentaires, dont la variation de l'indice a atteint 7,4%, sous l'effet de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires +10,8% et des produits agricoles frais + 4,1%.

Tableau (06) : Evolution des moyenne annuelle d'inflation (en%) et Glissement sur 12 mois de taux d'inflation (en%).

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-------------------------------|------|------|-------|------|------|------|------|------|------|
| Moyenne annuelle | 0,34 | 4,23 | 1,42 | 2,59 | 3,56 | 1,64 | 2,53 | 3,51 | 4,4 |
| Glissement sur 12 mois | 0,12 | 7,56 | -1,55 | 3,96 | 1,98 | 1,66 | 4,44 | 3,86 | 5,8 |

Source : Banque d'Algérie 2009.

Même si l'économie nationale dispose d'énormes potentialités, les IDE en Algérie restent très faibles. Selon les statistiques du FMI, le maximum d'IDE net en Algérie n'a pas dépassé les 1,8 milliards de \$ en 2006 (600 millions de \$ en 2003).

Hormis le secteur des hydrocarbures qui pompe la plupart des IDE, le reste des secteurs économiques ne bénéficient que très peu d'IDE (aluminium, lait, médicaments), sinon des investissements spéculatifs à court terme. Malgré les efforts considérables pour attirer l'implantation des entreprises étrangères depuis le début du millénaire, l'Algérie n'est toujours pas un pays attractif des IDE⁷. Cela est dû à des raisons multiples et complexes dont la plus importante reste la rude concurrence de la Tunisie et le Maroc qui attirent nettement plus d'IDE, favorisés par leur climat d'affaires, leurs législations commerciales et surtout la confiance des acteurs économiques dans la souplesse, la transparence et à la crédibilité de leurs systèmes administratifs par rapport au système algérien⁸.

2.4. La balance commerciale, les importations et les exportations

En absence d'un fort taux investissement pour stimuler l'activité industrielle, pour la création d'emploi, en absence d'une base productive qui peut répondre à une demande nationale de plus en plus forte et à une consommation en plein essor, l'Algérie ne peut que se tourner vers les importations pour couvrir la demande locale. Avec 2,5% de valeur d'exportations hors-

⁷ Même si au fond, le pays n'a pas besoin d'IDE pour investir. Les recettes de la rente suffisent pour relancer l'économie.

⁸ Selon le Doing Business 2009 (Rapport de la banque mondiale), l'Algérie n'occupe que la 15^{ème} position sur le classement du 19 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en matière de climat des affaires. Elle se classe derrière le Maroc (12^{8ème} place) et très loin derrière la Tunisie (74^{ème} place) sur 174 pays.

hydrocarbures en 2008 le bilan du commerce extérieur est plus que catastrophique, notamment que ces exportations n'ont progressé que 600 millions de \$ de plus des par rapport à 2007 où leur valeurs avoisinait les 1,3 milliard de \$.

Exprimés en \$ courant, les flux du commerce extérieur de marchandises en fin décembre 2008, ont enregistré une progression des importations de 41,7%. Ainsi, on note une hausse des flux à l'importation des biens d'équipements et des biens intermédiaires pour répondre aux besoins des grands projets d'infrastructures entrepris dans le cadre programme complémentaire de soutien à la croissance. Sur la période 2005-2008, les importations de ces produits ont évolué comme suit :

Tableau (07) : Evolution des l'importation des biens (en Milliards de \$).

| Importations | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Biens intermédiaires | 5,051 | 6,021 | 8,754 | 11,832 |
| Biens d'équipements | 8,612 | 8,624 | 8,680 | 13,196 |

Source : Ministère des finances 2009.

En terme général, les importations ont connu une augmentation de 2052,45% (en valeur nominale) depuis 1992. Au premier semestre de l'année 2009, les importations ont enregistré une hausse de 4,04% par rapport aux six premiers mois de 2008, soit un total de 19,70 milliards de \$⁹. En 2008, les importations de bien alimentaires et des biens de consommation ont évolué respectivement de +5,7% et +4,0% par rapport à 2007. 6,412 milliards de \$ pour les biens de consommation non alimentaires, dont 1,851 milliards de \$ consacrés aux achats des médicaments, en progression de 27,83% par rapport à 2007. Mais le plus alarmant, demeure la lourdeur de la facture alimentaire qui a représenté en 2008 près de 8 milliards de dollars.

Le recours aux importations des céréales, des huiles alimentaires, du sucre et de lait s'impose de jour en jour et de plus en plus pour couvrir les besoins de la population. Cette situation a fait augmenter le poids de la facture alimentaire, et ne cesse de croître les ressources en devises¹⁰ consacrées à la satisfaction de la demande locale : 1 milliard de \$ dans les années 70, 2 milliards dans les années 80, 2,5 milliards dans les années 90, 3 milliards de \$ en 2005. Elle a atteint les 4,954 milliards de \$ en 2007, 7,716 durant l'année 2008 dont 3,967 milliards de \$

⁹ Cette augmentation est due à la hausse de 58% de l'importation des produits destinés aux équipements industriels et des biens destinés à l'outil de production (+3,85%).

¹⁰ Les valeurs sont exprimées en termes nominaux.

pour les céréales (1,987 milliards de \$ en 2007) et 1,295 milliards de \$ pour les produits laitiers (1,064 milliards de \$ en 2007). Les importations d'autres produits alimentaires ont connu un accroissement en valeur selon les pourcentages suivants : 37% pour le café et le thé, 22,7% pour les viandes, 2,4% pour les sucres et 2,6% pour les légumes secs. Ainsi, les importations alimentaires algériennes ont connu un accroissement en volume de l'ordre de 5,7% par rapport à l'année 2007, notamment celles des céréales et des produits laitiers (augmentation de 21,71% pour les produits laitiers, 100,55% pour les céréales).

En 2008, en sachant que les prix du blé ont augmenté de plus de 130%, ceux du riz de plus de 80%, ceux du soja de 87% et ceux du maïs de plus de 35% par rapport à 2007 (SMIAR), quelle conséquence peut-il y avoir sur la facture alimentaire de l'Algérie ? Une augmentation en valeur de l'ordre de 55,75% par rapport à 2007, qui résulte principalement de l'explosion des prix des céréales sur le marché international comme nous l'avons expliqué plus haut. La dépendance alimentaire devient une dure, coûteuse et durable réalité en Algérie.

3. L'Algérie face à la crise : recul des recettes de l'exportation

En temps de crise économique internationale, le FMI prévoit un taux de croissance économique en Algérie de 2,1% en 2009 et 3% en 2010¹¹, loin des prévisions du gouvernement (LF 2009) de 4,1% (le taux de croissance hors hydrocarbures étant lui même tiré à plus de 80% par la dépense publique via les hydrocarbures). Ainsi, et à cause de la structure mono exportatrice de son économie que l'Algérie reste vulnérable et risque de subir les conséquences indirectes de la crise économique internationale. Une crise qui n'aura pas d'impacts prononcés et clairs dans l'immédiat, cependant à long terme, ses conséquences peuvent se révéler sévères.

Le paiement de la dette par anticipation a permis à l'Algérie de faire de grandes économies en matière de paiement d'intérêts et des charges financières¹². Cela a minimisé d'une manière significative le poids du service de la dette, estimé à 11,7% des exportations en 2005, et a aidé l'Etat à mieux maîtriser ses finances et à se protéger d'un déficit du trésor public et des effets de la crise internationale actuelle.

¹¹ Les prévisions de la banque Mondiale d'avant la tablèrent le taux de croissance du PIB au prix du marché (\$ 2000) à 4,9% en 2008, 3,8% en 2009 et 5,4% en 2010.

¹² A titre de rappel, la croissance du rapport de service de la dette était de 304% entre 1977 et 1991, passé de 33% en 1982 à 68% en 1986 et à 86% en 1988, est resté proche de ces niveaux dans les années quatre-vingt-dix. Ensuite il a tourné aux alentours de 30 à 50% pour atteindre presque 21% en 2000.

L'Algérie qui ne possède ni placement boursier important¹³, ni gros investissements étrangers ni même des industries exportatrices, ne ressentira les effets de la crise qu'à travers des facteurs tous liés à l'exportation des hydrocarbures. L'abaissement des exportations inhérent à la baisse de la demande mondiale du pétrole, de l'aboutissement de la volonté d'établir des cours planchers, de la dépréciation de \$ ou des grandes incertitudes concernant les prix du marché international du pétrole, sont des éléments qui amplifient les risques que l'économie soit indirectement touchée. Rappelons que pour chaque réduction des cours mondiaux des hydrocarbures de 1 \$, l'Algérie perd près de 700 millions \$ par an de ses ressources en devises et sa balance des paiements s'affecte négativement. C'est à travers ce mécanisme que l'économie algérienne endure les effets de la crise financière. Les faits nous donnent raison. L'abaissement des prix du pétrole sur le marché international durant le premier semestre 2009 a infligé au pays une perte de 46% des recettes à l'exportation par rapport à la même période de 2008. 20,13 milliards de \$ durant le premier semestre 2009 contre plus de 37,60 milliards de \$ à la même période de l'année 2008.

3.1. Ecoulement de la demande du pétrole à travers le monde

Ce recul de consommation est relatif à la situation critique que traversent les économies des pays développés. Augmentation de chômage, décadence de la production, la faillite de quelques secteurs industriels, particulièrement le secteur automobile¹⁴ (faillite de GMC aux USA), vont certainement entraîner un net recul de la demande mondiale en énergies fossiles.

Les dix premiers clients de l'Algérie (cf. graphique 14) notamment en termes d'importation d'hydrocarbures, sont pleinement touchés par la crise¹⁵. Comme nous le constatons à travers le graphique (5), les prévisions de l'AEIA (American Energy Information Administration) aux USA (plus grand client d'Algérie avec 32% de part du marché) indiquent une baisse de consommation de 700 000 barils par jour, soit une chute de -3,3% en 2009. Ca va de même

13 Hormis les placements de 45 milliards de \$ en bons de Trésor américain qui génèrent 4 milliards de \$.

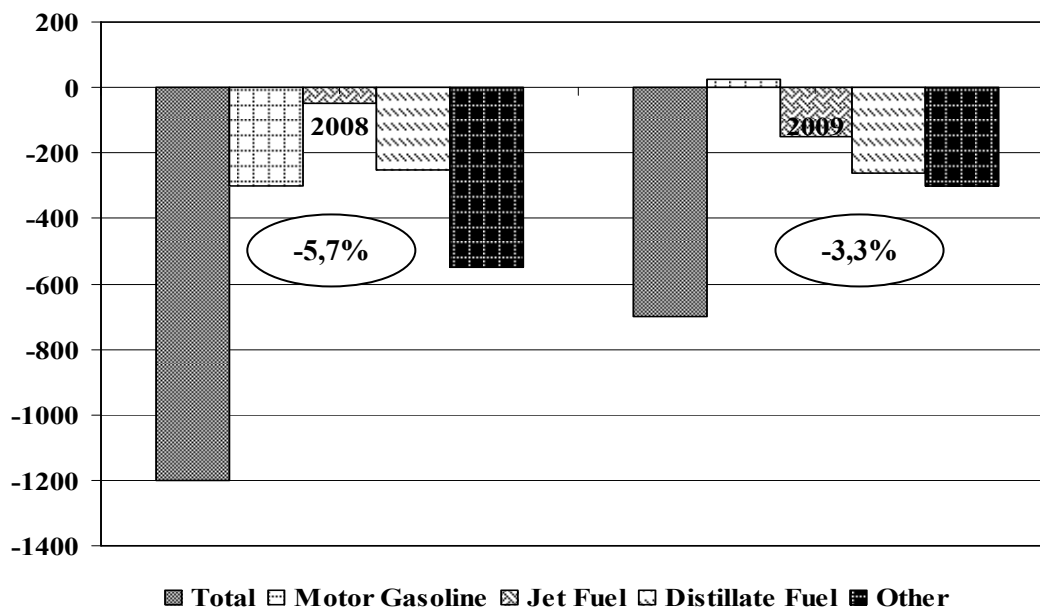
14 Touché par le recul de son chiffre d'affaires de près de 24%, Renault accuse une perte nette de 2,712 milliards d'euros au premier semestre 2009. PSA Peugeot Citroën annonce de son côté avoir enregistré une perte nette de 962 millions d'euros.

15 La preuve est que les exportations vers l'Union européenne, principal partenaire de l'Algérie, avec 55,8% des importations ont diminué de 35,76% au premier semestre 2009 pour totaliser 12,42 milliards de \$, contre 19,34 milliards de \$ les 6 premiers mois de 2008.

pour la consommation énergétique en Espagne (12% de part de marché algérien), en Italie (19%), en France (9%) entre autres¹⁶.

Graphique (05) : Prévisions de consommation des énergies fossiles aux Etats-Unis en 2009.

Milliers de barils par jour.



Source: Energy Information Administration/Short-Term Energy Outlook—July 2009

Cette baisse de consommation des clients de l'Algérie va se conjuguer avec le ralentissement de l'économie mondiale qui pousse la demande de pétrole à connaître une forte baisse comme nous le constatons à travers les différentes prévisions.

L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) avait émis sur une longue échéance des prévisions (avec l'hypothèse d'une croissance mondiale de 3% en moyenne par an sur la période 2000-2030) révélant que la demande pétrolière mondiale croîtra d'environ 1% par an sur la période 2000-2030, soit une hausse de deux tiers, pour atteindre 120 millions de barils par jour.

Aujourd'hui, l'AIE estime que l'actuelle morosité économique va au contraire peser sur la demande mondiale du pétrole avec les risques d'une crise de demande au niveau international. Face au marasme économique actuel, l'AIE a revu à la baisse ses prévisions à long et à

¹⁶ Les principaux clients de l'Algérie au premier semestre 2009 ont été les Etats-Unis avec 3,03 milliards de dollars, l'Italie (2,95 milliards de dollars), l'Espagne (2,82 milliards de dollars) et la France (2,31 milliards de dollars).

moyen-terme relatifs à la demande de pétrole. Sur la période 2008-2014, elle ne table la hausse de la demande que sur 540 000 barils par jour et non plus sur un million de barils comme c'est pronostiqué en décembre 2008.

L'AIE a bâti même un scénario moins porteur avec une reprise de l'économie mondiale limitée à 3% par an d'ici 2012 entraînant sur la période un recul de la demande de 140 000 bpj à moyen-terme. Par ailleurs, et selon le rapport de l'OPEP de juin 2009, l'institution qui pompe environ 40% du brut mondial indiquait que la demande mondiale du pétrole devrait se contracter plus que prévu à 83,80 millions de barils par jour (mbj) en 2009 contre des projections de 84,03 mbj dans son rapport d'avril 2009 et 85,41 mbj en 2008, soit, une diminution de la demande de près de 1,89% par rapport à 2008.

La demande de brut des pays de l'OCDE devrait ainsi reculer de 1,8 mbj cette année, avec des récessions économiques prévues de -2,8% aux États-Unis, de -4,2% dans la zone euro et de -6,4% au Japon, souligne l'OPEP. A long terme, les projections portent sur 95,4 millions de baril par jour en 2020 et 105,6 millions pour 2030.

Les projections des deux institutions s'accordent sur la baisse de la demande mondiale du pétrole occasionnée par la morosité de l'environnement économique international. Ce qui va tirer vers le bas les prix du pétrole à cause de l'offre abondante sur le marché. Ainsi, l'OPEP déploie des efforts considérables dans le but de réduire l'offre excédentaire pour contribuer à la stabilité des marchés et maintenir son objectif de plafond de production à 24,84 mbj¹⁷. C'est dans cette optique qu'elle a décidé de réduire sa production de 2,4 millions de baril par jour¹⁸.

3.2. Les fortes fluctuations des prix des hydrocarbures

Les incertitudes qui entourent l'évolution des prix du pétrole constituent un des facteurs de risque le plus élevé. La décadence du prix de pétrole de l'été 2008 à décembre 2008 (cf. graphique 06) confirme que l'économie rentière est une économie à risque sans possibilité d'anticipation et de conjectures sûres. Les prévisions des prix des hydrocarbures se basent sur

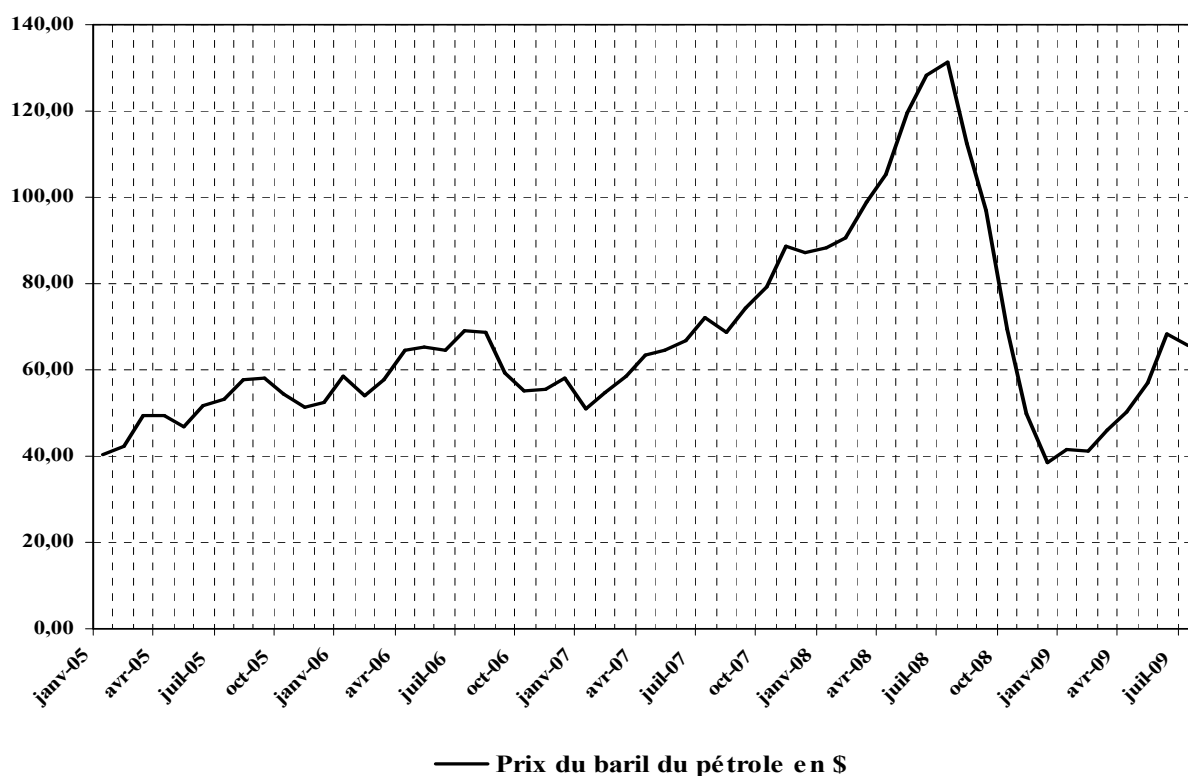
¹⁷ Les stocks actuels de brut permettaient de couvrir la demande mondiale durant 63 jours et l'objectif est de maintenir des quotas de production, afin de passer à 53 jours.

¹⁸ Même si les capacités de production de l'Algérie sont actuellement de 1,45 million de barils/jour, sa production effective est limitée à 1,2 mbj après avoir diminué sa production de pétrole de 200 000 bj depuis le 1er janvier 2009, conformément à la décision prise en décembre 2008 par l'OPEP.

un marché irrationnel, à une très forte volatilité et une instabilité même à court terme. Les cours pour le moyen et le long terme sont encore plus difficiles à déterminer.

Les pressions spéculatives, les déséquilibres régionaux de l'offre, les tensions géopolitiques et l'incertitude résultant de l'instabilité politique au Moyen Orient ainsi que les possibilités de rupture des approvisionnements dans d'autres pays producteurs ajoutent à l'instabilité du prix du pétrole une autre particularité à risque. Le graphique (08) illustre l'effondrement des cours du pétrole qui ont perdu plus de 70% de valeur en moins de six mois (décembre 2008 à juillet 2009).

Graphique (06) : Evolution du prix du panier de l'OPEP de janvier 2005 à juillet 2009.



Source : OPEP 2009

CONCLUSION :

L'Algérie qui n'est pas totalement intégrée dans l'économie internationale connaît les effets indirects de la crise internationale de 2008 à travers la baisse de la demande mondiale de pétrole.

Cette crise est une nouvelle opportunité aux dirigeants algériens pour réussir à diversifier l'économie nationale dépendante du secteur des hydrocarbures.

Avec un baril de pétrole à 55 \$, les réserves de change algériennes seront réduites de 50%, une baisse d'un 1/3 des recettes budgétaires et de 25% du Produit intérieur brut (PIB). L'Algérie qui dépend des exportations de ses hydrocarbures pour subsister ne pourra même plus importer sa nourriture et ses médicaments en dessous d'un prix du pétrole de 13 \$.

Bibliographie

- American Energy Information Administration/Term Energy Outlook, USA, July 2009.
- Bulletin statistique trimestriel n°6 de la Banque d'Algérie, Mars 2009.
- Centre national de l'informatique et des statistiques douanières en Algérie.
- Conséquences de la crise économique sur les marchés du travail, Document d'information du Bureau international du Travail pour le sommet social du G8, 2009.
- Doing Business 2009, World Bank, 6^{ème} édition.
- IMF Country Report No. 09/111, Algeria: Statistical Appendix, April 2009.
- Investissement direct étranger vers les pays Med en 2008 face à la . ANIMA Investissement Network. Etude n°3, mars 2009.
- Journal officiel de la République Algérienne, 47^{ème} année, n° 74, décembre 2008.
- Kemal Dervis, la crise économique mondiale : enjeux et réformes, politique étrangère 2009/01-2009/1, Printemps, p. 11-22.
- Le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques et financiers en 2008, direction générale des prévisions et des politiques du ministère des finances, mai 2009.
- Michael E. Porter, Klaus Schwab, The Global Competitiveness Report 2008-2009. World Economic Forum, Geneva, Switzerland 2008.
- Ministère d'agriculture, Ministère des finances, Ministères de l'énergie et des mines.

- Ministère des finances, rapport de présentation du projet de la loi de finances 2009, Alger/N29081/MF/DGPP/08.
- Office National des Statistiques.
- Organisation mondiale du tourisme, Tendances des marchés touristiques, édition 2007- Aperçu mondial et actualité touristique, Madrid, 2007.
- Perspectives de l'économie mondiale, FMI, Washington juillet, 2009.
- Perspectives économiques de l'OCDE n° 76.
- Perspectives économiques mondiales 2009 de la Banque mondiale, mars 2009.
- Réponse stratégique de l'OCDE à la crise financière et économique, OCDE, Paris 2009.
- The 2008 OPEC Annual Statistical Bulletin, Data Services Department OPEC, July 2009.
- The International Bank for Reconstruction and Development /The World Bank, Global Development Finance Charting a Global Recovery: Review, analysis, and outlook 2009.
- World energy outlook, International Energy Agency, 2008.
- World Oil Outlook, Organization of the Petroleum Exporting Countries, Vienne 2009.